

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1965.

Loi en vigueur: 1967.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 14,34 gourdes)

Champ d'application

Travailleurs salariés des entreprises industrielles, commerciales et agricoles.

Exclus: Membres de la famille non rémunérés, membres des communautés religieuses et diplomates étrangers.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: 2% du salaire si 200 gourdes ou moins par mois, 3% entre 201 et 500 gourdes, 4% entre 501 et 1 000 gourdes et 6% au-delà de 1 000 gourdes.

Employeur: Même pourcentage des salaires que les personnes assurées.

Gouvernement: Déficit éventuel.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans et 20 années de cotisations.

Pension d'invalidité: Incapacité totale de travail et 10 ans de cotisations. Vingt ans de cotisations au maximum.

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 1/3 du salaire moyen au cours des 10 dernières années.

Remboursement des cotisations sans intérêts, si pas droit à pension.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 1/60 du salaire moyen des 10 dernières années multiplié par le nombre d'années de cotisations.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de survivants: 50% de la pension payée ou due à la personne assurée.

Divisée entre la veuve, les orphelins âgés de moins de 18 ans (pas de limite si étudiant ou invalide).

Remboursement des cotisations (sans intérêts), si le défunt n'avait pas droit à pension.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales: Surveillance générale.

Office national d'assurance vieillesse: Gestion du régime; administré par un conseil tripartite et un directeur général.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1951 (jamais appliquée).

Loi en vigueur: 1967 (jamais appliquée).

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces et prestations médicales)

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1951.

Loi en vigueur: 1967.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés des entreprises industrielles, commerciales et agricoles, et fonctionnaires.

Champ d'application progressivement étendu aux différents districts et aux différentes professions.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2% des salaires (commerce) 3% (industrie, construction et agriculture) ou 6% (mines).

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 2/3 du salaire; prestations minimum et maximum, 100 et 1 000 gourdes par mois.

Payables après un délai de carence de 3 jours (au cours duquel l'employeur doit payer les prestations) et pour toute la durée de l'incapacité.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 2/3 du salaire en cas d'incapacité totale, pension minimum et maximum, 100 et 1 000 gourdes par mois.

Incapacité partielle: Pension proportionnelle au degré d'incapacité si celui-ci excède 10%; somme forfaitaire si

l'incapacité est inférieure à 10%. Les pensions peuvent être transformées en allocations forfaitaires.

Prestations médicales: Traitement nécessaire, y compris les soins médicaux et dentaires, la chirurgie, l'hospitalisation, les médicaments et les appareils de prothèse; fournis jusqu'à guérison ou stabilisation de l'incapacité.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% du total de la pension d'invalidité de la personne assurée. Payable également au veuf invalide à charge.

Pension d'orphelins: 30% de la pension de la personne assurée pour chaque orphelin âgé de moins de 21 ans.

Parents ou grands-parents: 40% de la pension de la personne assurée, en l'absence d'épouse ou d'orphelin ayant droit.

Maximum des pensions de survivants: 80% de la pension de la personne assurée.

Allocation funéraire: 1 mois de salaire.

Organisation administrative

Département des Affaires sociales: Surveillance générale.

Office d'assurance accidents du travail, maladie et maternité: Gestion du régime.

L'Office possède ses propres dispensaires et un hôpital à Port-au-Prince.